

Dans la tribune, l'ambassadeur turc à Paris s'arme de patience

dimanche 17 octobre 2004, par [Claire Tréan](#), [Jean-Baptiste de Montvalon](#)

Le Monde - 16/10/2004

« Nous savons que c'est une question de longue haleine », a-t-il déclaré à sa sortie de l'Hémicycle.

« Rien de nouveau sur le front de l'Ouest... » Uluc Özülker affiche une parfaite sérénité en quittant le Palais-Bourbon où il vient d'assister, jeudi 14 octobre, au débat sur la candidature de son pays à l'Union européenne. L'ambassadeur de Turquie n'y a trouvé aucune raison de s'émouvoir : « Nous sommes patients depuis quarante ans. Et nous savons que c'est une question de longue haleine. » M. Raffarin n'a-t-il pas fait un pas en direction des opposants ? « Bien sûr ! Mais ce n'est que de la politique : le gouvernement est obligé de tenir compte de ce que tout le monde dit... », répond M. Özülker, persuadé que l'argument économique permettra à son pays d'emporter la mise : « N'oubliez pas que la France a besoin d'argent ! », a-t-il lâché avant de remonter dans sa voiture.

Cette tranquille assurance masque toutefois une réelle inquiétude des responsables politiques de son pays. En témoigne l'arrivée à Paris, mardi 12 octobre, de cinq députés turcs venus comprendre, et se faire entendre de leurs collègues français.

ARGUMENTS POSITIFS

Devant quelques journalistes, mardi matin, le député d'Istanbul Onur Oymen a évoqué l'ancienneté de l'accord d'association conclu en 1963, pour s'étonner : « Certains hommes politiques se demandent si la Turquie est en Europe ou en Asie, si nos civilisations sont compatibles... Mais la géographie est la même ! La Turquie n'a pas changé de taille, ni de civilisation, ni de religion ! », s'est-il exclamé, en relevant qu'il ne serait « pas conforme aux valeurs européennes de changer la règle du jeu au milieu du jeu ».

Les députés turcs ont toutefois préféré user d'arguments positifs. « Nous ne demandons pas une faveur ; notre adhésion est dans l'intérêt de l'Union », a dit M. Oymen, en rappelant notamment que l'Europe vieillissante pourrait trouver son compte à l'adhésion de son pays, le plus jeune du continent. Un de ses collègues a évoqué la contribution potentielle de la Turquie à l'Europe de la défense.

Un autre a rappelé la décision prise par le Parlement turc contre les pressions de Washington avant le déclenchement de l'offensive américaine en Irak, pour démentir l'idée du « cheval de Troie » des Américains en Europe. L'humour a conservé ses droits : « Il y a chez vous des eurosceptiques et à présent des turcosceptiques ; alors nous sommes venus pour essayer de jouer le rôle d'antisceptiques », a indiqué M. Oymen.